

Le lot est considéré non conforme à la teneur maximale fixée dans le Règlement (CE) n° 466/2001, si le résultat analytique confirmé par une double analyse et calculé sous forme de moyenne d'au moins deux déterminations distinctes dépasse quasi certainement la teneur maximale compte tenu de l'incertitude de mesure.

L'incertitude de mesure peut être prise en compte de l'une des deux manières suivantes:

— en calculant l'incertitude étendue à l'aide d'un coefficient de couverture 2 qui donne un niveau de confiance d'environ 95 %,

— en établissant la limite de décision (CC α) conformément aux dispositions de la Décision 2002/657/CE de la Commission du 12 août 2002 portant modalités d'application de la Directive 96/23/CE du Conseil en ce qui concerne les performances des méthodes d'analyse et l'interprétation des résultats (point 3.1.2.5 de l'annexe - cas de substances pour lesquelles une limite autorisée est fixée). »

Art. 2. A l'article 1^{er} du même arrêté, les mots « de l'article 2 et », sont supprimés.

Art. 3. L'article 2 du même arrêté est abrogé.

Bruxelles, le 10 mars 2005.

R. DEMOTTE

De partij is niet in overeenstemming met het in Verordening (EG) nr. 466/2001 vastgelegde maximumgehalte, als het door een dubbele bepaling bevestigde en als gemiddelde van minstens twee afzonderlijke bepalingen berekende analyseresultaat het maximumgehalte buiten redelijke twijfel overschrijdt, rekening houdend met de meetonzekerheid.

Met de meetonzekerheid kan op één van de volgende wijzen rekening worden gehouden:

— door de uitgebreide onzekerheid te berekenen met een dekkingsfactor 2, wat een betrouwbaarheidsniveau van ongeveer 95 % oplevert,

— door de beslissingsgrens (CC α) te bepalen overeenkomstig Beschikking 2002/657/EG van de Commissie van 12 augustus 2002 ter uitvoering van de Richtlijn 96/23 EG van de Raad wat de prestaties van analysemethoden en de interpretatie van resultaten betreft (punt 3.1.2.5. van de bijlage - stoffen waarvoor een toelaatbaar gehalte is vastgesteld). »

Art. 2. In artikel 1 van hetzelfde besluit, vervallen de woorden « in artikel 2 en ».

Art. 3. Artikel 2 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Brussel, 10 maart 2005.

R. DEMOTTE

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2005 — 749

[C - 2005/27299]

10 MARS 2005. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les modalités, les conditions et la date limite d'introduction des demandes de révision des droits provisoires relatifs au régime de paiement unique dans le cadre de la politique agricole commune

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, notamment l'article 3, § 1^{er}, 1^o, modifiée en dernier lieu par l'arrêté royal du 22 février 2001;

Vu le Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs et modifiant les Règlements (CEE) n° 2019/93, (CE) n° 1452/2001, (CE) n° 1453/2001, (CE) n° 1454/2001, (CE) n° 1868/94, (CE) n° 1251/1999, (CE) n° 1254/1999, (CE) n° 1673/2000, (CEE) n° 2358/71 et (CE) n° 2529/2001, modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 118/2005 de la Commission du 27 janvier 2005;

Vu le Règlement (CE) n° 2237/2003 de la Commission du 23 décembre 2003 portant modalités d'application de certains régimes de soutien prévus au titre IV du Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs, abrogé avec effet au 1^{er} janvier 2005 par le Règlement (CE) n° 1973/2004 de la Commission du 29 octobre 2004 mais qui continue à s'appliquer aux demandes d'aides relatives à la période de prime 2004-2005;

Vu le Règlement (CE) n° 795/2004 de la Commission du 21 avril 2004 portant modalités d'application du régime de paiement unique prévu par le Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs, modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 1974/2004 de la Commission du 29 octobre 2004;

Vu le Règlement (CE) n° 796/2004 de la Commission du 21 avril 2004 portant modalités d'application de la conditionnalité, de la modulation et du système intégré de gestion et de contrôle prévus par le Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs, modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 239/2005 de la Commission du 11 février 2005;

Vu le Règlement (CE) n° 1973/2004 de la Commission du 29 octobre 2004 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil en ce qui concerne les régimes d'aides prévus aux titres IV et IVbis dudit règlement et l'utilisation de terres mises en jachère pour la production de matières premières;

Vu l'Accord de coopération du 18 juin 2003 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'exercice des compétences régionalisées dans le domaine de l'agriculture et de la pêche;

Vu l'Accord de coopération du 30 mars 2004 entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'exercice des compétences régionalisées dans le domaine de l'agriculture et de la pêche;

Vu la décision du Gouvernement wallon du 18 mars 2004 portant sur la mise en œuvre de la politique agricole commune;

Vu la notification faite par la Belgique en date du 29 juillet 2004 au titre des articles 58, § 1^{er}, et 64, § 1^{er}, et 70, § 1^{er}, point a), 2^e tiret, du règlement (CE) n° 1782/2003;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'autorité fédérale intervenue le 10 mars 2005;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant l'obligation de se conformer sans retard aux règlements du Conseil et de la Commission visés au préambule;

Considérant l'attribution aux Régions des compétences dans le domaine de l'agriculture à partir du 1^{er} janvier 2002;

Considérant que les nouveaux régimes de soutien direct aux revenus des agriculteurs instaurés par le Règlement (CE) n° 1782/2003 et ses règlements (CE) d'application, s'appliquent à dater du 1^{er} janvier 2005;

Considérant que les agriculteurs doivent être informés sans délai des modalités d'application de ces régimes d'aides, en particulier de la date limite à laquelle les agriculteurs qui ont reçu, en novembre 2004, une notification provisoire de leurs droits au paiement unique peuvent demander une révision de ces droits provisoires;

Considérant que le présent arrêté ne porte pas préjudice aux demandes de révision de ces droits provisoires régulièrement introduites auprès de l'administration avant le 31 mars 2005 au plus tard, dès lors que ces demandes l'ont été dans les formes substantielles prévues par ce nouveau dispositif;

Considérant que des pénalités sont prévues en cas de non-respect des délais imposés par la réglementation européenne pour mettre en place ces nouveaux régimes et verser les aides concernées aux agriculteurs;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° « agriculteur » : personne physique ou morale ou groupement de personnes physiques ou morales qui exerce une activité agricole et dont l'exploitation se trouve en Belgique;

2° « régime de paiement unique » : régime d'aide au revenu des agriculteurs tel que visé au titre III du règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs;

3° « période de référence » : la période comprenant les années civiles 2000, 2001 et 2002;

4° « période transitoire » : la période entre le 1^{er} janvier 2003 et le 31 mars 2005;

5° « administration » : la Division des aides à l'agriculture de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne. Cette administration dispose d'une administration centrale sise chaussée de Louvain 14, à 5000 Namur et de Directions des Services extérieurs.

Art. 2. § 1^{er}. Les agriculteurs qui souhaitent une révision de leurs droits provisoires tels qu'établis et notifiés en application de l'article 12 du Règlement (CE) n° 795/2004 de la Commission du 21 avril 2004 portant modalités d'application du régime de paiement unique prévu par le Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs, doivent introduire une demande de révision. Cette demande doit se fonder sur au moins un des éléments énumérés au § 2.

La demande de révision des droits provisoires doit être accompagnée des pièces justificatives nécessaires à son traitement.

§ 2. Les éléments pris en considération sont :

1° une erreur dans le calcul des montants de référence et/ou des nombres d'hectares qui ont servi à l'établissement provisoire des droits;

2° le début d'activité agricole pendant la période de référence;

3° les héritages, les héritages anticipés ou les successions par voie de cession de bail, qu'il s'agisse de reprise, totale ou partielle, d'exploitation entre parents ou alliés tant au premier, deuxième ou troisième degré ou entre conjoints, au cours de la période de référence ou de la période transitoire;

4° le changement de statut juridique ou de dénomination, limité au passage d'une personne physique en personne morale ou inversement ou au passage d'une personne physique dans un groupement de personnes physiques ou inversement, au cours de la période de référence ou de la période transitoire;

5° la fusion ou la scission d'exploitations au cours de la période de référence ou de la période transitoire;

6° les cas reconnus par l'administration comme forces majeures ou circonstances exceptionnelles, survenus pendant la période de référence ou en 1999, et précisés par elle dans la notice explicative visée au dernier alinéa du présent paragraphe :

— le décès de l'agriculteur ou du conjoint aidant;

— l'incapacité professionnelle de longue durée de l'agriculteur;

— la catastrophe naturelle grave;

— la destruction accidentelle des bâtiments de l'exploitation destinés à l'élevage;

— l'épizootie ayant affecté tout ou partie du cheptel de l'agriculteur et ayant entraîné un ordre d'abattage total ou partiel;

7° les cas reconnus par l'administration comme circonstances exceptionnelles, concernant des agriculteurs dont la production a été gravement affectée au cours de la période de référence par le fait qu'ils aient été soumis, au cours de cette période de référence, à des engagements agro-environnementaux au titre du Règlement (CEE) n° 2078/92 du Conseil du 30 juin 1992 concernant des méthodes de production agricole compatibles avec les exigences de la protection de l'environnement ainsi que l'entretien de l'espace naturel et du Règlement (CE) n° 1257/1999 du Conseil du 17 mai 1999 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA);

8° les producteurs de houblon soumis, au cours de la période de référence, à un engagement d'arrachage;

9° les clauses contractuelles privées en cas de transfert de terres par vente ou cession de bail, au cours de la période de référence ou de la période transitoire.

Ces éléments sont présentés, définis et précisés dans la « notice explicative d'attribution des droits provisoires au paiement unique » qui accompagne la notification provisoire des droits et par voie de presse.

§ 3. Toute demande de révision des droits provisoires doit être introduite auprès de l'administration centrale, au plus tard le 31 mars 2005, cachet de la poste faisant foi.

Eventuellement, la demande de révision peut être déposée auprès de la Direction des Services extérieurs compétente ou à l'administration centrale, contre délivrance d'un accusé de réception, au plus tard le 31 mars 2005, à 17 heures.

Art. 3. Avant la date limite du 31 mars 2005, les agriculteurs n'ayant pas été identifiés par la procédure visée l'article 12 du Règlement (CE) n° 795/2004 peuvent introduire une demande motivée, accompagnée des pièces justificatives nécessaires à son traitement, en vue de l'établissement de leurs droits au paiement unique. Cette demande ne tient pas lieu de demande de participation au régime de paiement unique.

Art. 4. Outre les situations reprises à l'article 2, les agriculteurs se trouvant dans une situation spéciale peuvent requérir l'établissement ou adaptation des droits au paiement en nombre et/ou en valeurs, par l'utilisation de la réserve nationale, dans les conditions d'éligibilité et selon les modalités d'attribution fixées par le Ministre.

Les agriculteurs qui estiment pouvoir bénéficier de droits au paiement unique issus de la réserve nationale doivent en informer l'administration en l'indiquant dans leur déclaration de superficie et demande d'aide – récolte 2005. Cette information tient lieu de demande initiale de droits au paiement unique issus de la réserve nationale. Elle doit être introduite auprès de la Direction des Services extérieurs compétente, sous pli recommandé, au plus tard le 31 mars 2005, cachet de la poste faisant foi. Eventuellement, elle peut être déposée auprès de la Direction des Services extérieurs compétente, contre délivrance d'un accusé de réception, au plus tard le 31 mars 2005 à 17 heures. Selon les instructions de l'administration et dans le délai fixé par celle-ci, la demande initiale doit être ensuite motivée et accompagnée des pièces justificatives nécessaires à son traitement.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2005.

Art. 6. Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 10 mars 2005.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2005 — 749

[C – 2005/27299]

10. MÄRZ 2005 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Modalitäten, der Bedingungen und des äußersten Datums für das Einreichen der Anträge auf Revision der vorläufigen Rechte auf eine Betriebsprämie im Rahmen der gemeinsamen Agrarpolitik

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei, insbesondere des Artikels 3, § 1, 1°, zuletzt abgeändert durch das Gesetz vom 22. Februar 2001;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe und zur Änderung der Verordnungen (EWG) Nr. 2019/93, (EG) Nr. 1452/2001, (EG) Nr. 1453/2001, (EG) Nr. 1454/2001, (EG) Nr. 1868/94, (EG) Nr. 1251/1999, (EG) Nr. 1254/1999, (EG) Nr. 1673/2000, (EWG) Nr. 2358/71 und (EG) Nr. 2529/2001, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 118/2005 der Kommission vom 27. Januar 2005;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 2237/2003 der Kommission vom 23. Dezember 2003 mit Durchführungsbestimmungen zu bestimmten Stützungsregelungen gemäß Titel IV der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe, die am 1. Januar 2005 außer Kraft gesetzt durch die Verordnung (EG) Nr. 1973/2004 der Kommission vom 29. Oktober 2004 wurde und jedoch weiterhin anwendbar bleibt auf die für den Prämienzeitraum 2004-2005 eingereichten Prämienanträge;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 795/2004 der Kommission vom 21. April 2004 mit Durchführungsbestimmungen zur Betriebsprämienregelung gemäß der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 1974/2004 der Kommission vom 29. Oktober 2004;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 796/2004 der Kommission vom 21. April 2004 mit Durchführungsbestimmungen zur Einhaltung anderweitiger Verpflichtungen, zur Modulation und zum Integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystem nach der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 239/2005 der Kommission vom 11. Februar 2005;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1973/2004 der Kommission vom 29. Oktober 2004 mit Durchführungsvorschriften zu der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates hinsichtlich der Stützungsregelungen nach Titel IV und IVa der Verordnung und der Verwendung von Stilllegungsflächen für die Erzeugung von Rohstoffen;

Aufgrund des zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt am 18. Juni 2003 abgeschlossenen Zusammenarbeitsabkommens über die Ausübung der auf die Regionen übertragenen Zuständigkeiten im Bereich der Landwirtschaft und des Fischfangs;

Aufgrund des zwischen der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt am 30. März 2004 abgeschlossenen Zusammenarbeitsabkommens über die Ausübung der auf die Regionen übertragenen Zuständigkeiten im Bereich der Landwirtschaft und des Fischfangs;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 18. März 2004 über die Umsetzung der Gemeinsamen Agrarpolitik;

Aufgrund der am 29. Juli 2004 gemäß Artikel 58, § 1, 64, § 1 und 70, § 1, Punkt a), zweiter Gedankenstrich der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 gemachten Mitteilung;

Aufgrund der Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde vom 10. März 2005;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, ersetzt durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 und abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung der Verpflichtung, den in der Präambel angeführten Verordnungen des Rates und der Kommission Folge zu leisten;

In der Erwägung, dass die Zuständigkeiten auf dem Gebiet der Landwirtschaft seit dem 1. Januar 2002 auf die Regionen übertragen worden sind;

In der Erwägung, dass die durch die Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 und deren Durchführungsverordnungen neuen Stützungsregelungen zur Einführung von Direktzahlungen an die Landwirte ab dem 1. Januar 2005 in Kraft treten;

In der Erwägung, dass die Landwirte unverzüglich von den Durchführungsbestimmungen zu diesen Beihilferegulungen in Kenntnis zu setzen sind, insbesondere von dem äußersten Datum an dem die Landwirte, die im Laufe des Monats November 2004 eine vorläufige Mitteilung ihrer Rechte auf die Zahlung von Betriebsprämien erhalten haben, eine Revision dieser vorläufigen Rechte beantragen können;

In der Erwägung, dass durch den vorliegenden Erlass kein Nachteil für die Anträge auf Revision dieser vorläufigen Rechte, die spätestens am 31. März 2005 ordnungsgemäß bei der Verwaltung eingereicht worden sind, entsteht, insofern diese Anträge so wie in der neuen Regelung vorgesehen eingereicht worden sind;

In der Erwägung, dass bei Missachtung der durch die europäische Regelung vorgeschriebenen Fristen für Umsetzung der neuen Regelung und die Zahlung der betreffenden Prämien an die Landwirte Sanktionen vorgesehen sind;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° «Landwirt»: die natürliche oder juristische Person oder der Zusammenschluss von natürlichen oder juristischen Personen, die eine landwirtschaftliche Tätigkeit ausübt und deren Betriebssitz sich in Belgien befindet;

2° «Betriebsprämienregelung»: die Einkommensstützungsregelung für Landwirte nach Titel III der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe;

3° «Bezugszeitraum»: der Zeitraum, der die Kalenderjahre 2000, 2001 und 2002 umfasst;

4° «Übergangszeit»: der Zeitraum zwischen dem 1. Januar 2003 und dem 31. März 2005;

5° «Verwaltung»: die Abteilung Beihilfen für die Landwirtschaft der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region. Diese Verwaltung verfügt über eine Zentralverwaltung in 5000 Namur, chaussée de Louvain 14 und über Direktionen der Außendienste.

Art. 2 - § 1. Die Landwirte, die eine Revision ihrer in Anwendung von Artikel 12 der Verordnung (EG) Nr. 795/2004 der Kommission vom 21. April 2004 mit Durchführungsbestimmungen zur Betriebsprämienregelung gemäß der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe bestimmten und mitgeteilten vorläufigen Rechte wünschen, müssen einen Antrag auf Revision einreichen. Dieser Antrag muss sich auf wenigstens eine der unter § 2 angeführten Angaben beziehen.

Dem Antrag auf Revision der vorläufigen Rechte sind alle für seine weitere Bearbeitung erforderlichen Belege beizufügen.

§ 2. Folgende Angaben werden berücksichtigt:

1° ein Fehler bei der Berechnung der Referenzbeträge und/oder der Anzahl Hektar, die für die Bestimmung der vorläufigen Rechte herangezogen worden sind;

2° der Beginn der landwirtschaftlichen Tätigkeit während des Bezugszeitraums;

3° die Vererbungen, die vorweggenommenen Erbfolgen oder die Nachfolge durch Abtretung des Pachtvertrags, ungeachtet dessen, ob es sich um eine vollständige oder teilweise Betriebsübernahme zwischen sowohl im ersten, als auch im zweiten oder dritten Grad verwandten oder verschwägerten Personen oder zwischen Eheleuten während des Bezugszeitraums oder der Übergangszeit handelt;

4° die Änderung des Rechtsstatus oder der Bezeichnung, beschränkt auf die Umstellung des Rechtsstatus von einer natürlichen auf eine juristische Person oder umgekehrt oder auf die Umstellung des Rechtsstatus von einer juristische Person auf eine Vereinigung von juristischen Personen oder umgekehrt, während des Bezugszeitraums oder der Übergangszeit;

5° der Zusammenschluss oder die Aufteilung während des Bezugszeitraums oder der Übergangszeit;

6° die Fälle, die von der Verwaltung als Fälle höherer Gewalt oder außergewöhnliche Umstände anerkannt werden, die während des Bezugszeitraums oder im Jahre 1999 aufgetreten sind und die von dieser Verwaltung in den in dem letzten Absatz des vorliegenden Paragraphen erwähnten Erläuterungen angeführt werden;

— der Tod des Erzeugers oder des mitarbeitenden Ehepartners;

— die lange andauernde Berufsunfähigkeit des Erzeugers;

— eine schwere Naturkatastrophe;

— die unfallbedingte Zerstörung der für die Zucht bestimmten Betriebsgebäude;

— eine Tierseuche, die den gesamten Bestand des Erzeugers oder einen Teil davon betrifft und zu der Anweisung zur Schlachtung des gesamten Bestands oder einen Teil davon geführt hat;

7° die Fälle, die von der Verwaltung als außergewöhnliche Umstände anerkannt werden und die Landwirte betreffen, deren Produktion während des Bezugszeitraums erheblich beeinträchtigt worden ist, und zwar durch die Tatsache, dass sie während dieses Bezugszeitraums agrarökologischen Verpflichtungen im Sinne der Verordnung (EWG) Nr. 2078/92 des Rates für umweltgerechte und den natürlichen Lebensraum schützende landwirtschaftliche Produktionsverfahren und der Verordnung (EG) Nr. 1257/1999 des Rates vom 17. Mai 1999 über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL) unterliegen;

8° die Erzeuger von Hopfen, die während des Bezugszeitraums einer Rodungsverpflichtung unterliegen;

9° die privaten Vertragsklauseln bei der Übertragung von Ländereien durch Verkauf oder Abtretung des Pachtvertrags während des Bezugszeitraums oder der Übergangszeit;

Diese Angaben werden in den «Erläuterungen für die Gewährung vorläufiger Rechte auf Betriebsprämien», die der Mitteilung der Gewährung von vorläufigen Rechten beigefügt werden, sowie über die Presse angeführt, definiert und erläutert.

§ 3. Jeder Antrag auf Revision der vorläufigen Rechte muss spätestens am 31. März 2005 bei der Zentralverwaltung eingereicht werden (es gilt das Datum des Poststempels). Der Antrag auf Revision kann ggf. bei der zuständigen Direktion der Außendienste oder bei der Zentralverwaltung gegen Aushändigung einer Empfangsbestätigung spätestens am 31. März 2005 um 17 Uhr eingereicht werden.

Art. 3 - Vor dem Stichtag des 31. März 2005 können jene Landwirte, die nicht im Rahmen des in Artikel 12 der Verordnung (EG) Nr. 795/2004 angeführten Verfahrens ermittelt wurden, einen begründeten Antrag einreichen, dem sie alle für die weitere Bearbeitung erforderlichen Belege beifügen, um die Bestimmung ihrer Rechte auf eine Betriebsprämie zu ermöglichen. Dieser Antrag gilt nicht als Antrag auf Teilnahme an der Betriebsprämienregelung.

Art. 4 - Zusätzlich zu den in Artikel 2 angeführten Fällen können die Landwirte, die sich in einer besonderen Situation befinden, die Bestimmung oder die Anpassung ihrer Prämienrechte was deren Anzahl und/oder deren Höhe betrifft durch die Zuweisung aus der nationalen Reserve beantragen, und zwar unter den durch den Minister bestimmten Bedingungen für die Zuweisung und die Gewährung.

Die Landwirte, die der Meinung sind, die Bedingungen für eine Zuteilung von Prämienrechten aus der nationalen Reserve zu erfüllen, haben die Verwaltung durch eine entsprechende Mitteilung in ihrer Flächenerklärung und ihrem Beihilfeantrag - Ernte 2005 - davon in Kenntnis zu setzen. Diese Mitteilung gilt als ursprünglicher Antrag auf eine Betriebsprämie durch Zuteilung aus der nationalen Reserve. Er muss spätestens am 31. März 2005 (es gilt das Datum des Poststempels) per Einschreiben an die zuständige Direktion der Außendienste eingereicht werden. Ggf. kann er kann bei der zuständigen Direktion der Außendienste gegen Aushändigung einer Empfangsbestätigung spätestens am 31. März 2005 um 17 Uhr eingereicht werden. Unter Beachtung der Anweisungen der Verwaltung und innerhalb der von ihr festgelegten Frist muss der ursprüngliche Antrag anschließend begründet werden und mit den für die weitere Bearbeitung erforderlichen Belegen versehen werden.

Art. 5 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Januar 2005 in Kraft.

Art. 6 - Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten und des Tourismus wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 10. März 2005

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2005 — 749

[C — 2005/27299]

10 MAART 2005. — Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van de modaliteiten, voorwaarden en uiterste indieningsdatum voor de aanvragen om herziening van de voorlopige rechten op de bedrijfstoelageregeling in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, inzonderheid op artikel 3, § 1, 1°, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 februari 2001;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers en houdende wijziging van de Verordeningen (EEG) nr. 2019/93, (EG) nr. 1452/2001, (EG) nr. 1453/2001, (EG) nr. 1454/2001, (EG) nr. 1868/94, (EG) nr. 1251/1999, (EG) nr. 1254/1999, (EG) nr. 1673/2000, (EEG) nr. 2358/71 en (EG) nr. 2529/2001, laatst gewijzigd bij de Verordening (EG) nr. 118/2005 van de Commissie van 27 januari 2005;

Gelet op de Verordening (EG) nr. 2237/2003 van de Commissie van 23 december 2003 houdende uitvoeringsbepalingen voor bepaalde steunregelingen die zijn ingesteld bij titel IV van Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers, opgeheven met uitwerking op 1 januari 2005 bij de Verordening (EG) nr. 1973/2004 van de Commissie van 29 oktober 2004 maar die toepasselijk blijft op de steunaanvragen betreffende de premieperiode 2004-2005;

Gelet op de Verordening (EG) nr. 795/2004 van de Commissie van 21 april 2004 houdende bepalingen voor de uitvoering van de bedrijfstoelageregeling waarin is voorzien bij Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers, laatst gewijzigd bij de Verordening (EG) nr. 1974/2004 van de Commissie van 29 oktober 2004;

Gelet op de Verordening (EG) nr. 796/2004 van de Commissie van 21 april 2004 houdende uitvoeringsbepalingen inzake de randvoorwaarden, de modulatie en het geïntegreerd beheers- en controlesysteem waarin is voorzien bij Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers, laatst gewijzigd bij de Verordening (EG) nr. 239/2005 van de Commissie van 11 februari 2005;

Gelet op de Verordening (EG) nr. 1973/2004 van de Commissie van 29 oktober 2004 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad met betrekking tot de bij de titels IV en IVbis van die verordening ingestelde steunregelingen en het gebruik van braakgelegde grond voor de productie van grondstoffen;

Gelet op het Samenwerkingsakkoord van 18 juni 2003 tussen de federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de uitoefening van de geregionaliseerde bevoegdheden op het vlak van de landbouw en de visserij;

Gelet op het Samenwerkingsakkoord van 30 maart 2004 tussen het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de uitoefening van de geregionaliseerde bevoegdheden op het vlak van de landbouw en de visserij;

Gelet op de beslissing van de Waalse Regering van 18 maart 2004 betreffende de uitvoering van het gemeenschappelijk landbouwbeleid;

Gelet op de notificatie door België, d.d. 29 juli 2004, in hoofde van de artikelen 58, § 1, en 64, § 1, en 70, § 1, punt a), 2de streepje, van Verordening (EG) nr. 1782/2003;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de federale Overheid, d.d. 10 maart 2005;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989 en vervangen bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende de verplichting om zich onverwijld te schikken naar de in de aanhef bedoelde verordeningen van de Raad en de Commissie;

Overwegende de toekenning aan de Gewesten van de bevoegdheden op landbouwgebied vanaf 1 januari 2002;

Overwegende dat de nieuwe regelingen voor rechtstreekse steun aan landbouwersinkomen, ingesteld bij de Verordening (EG) nr. 1782/2003 en haar toepassingsverordeningen, van toepassing zijn vanaf 1 januari 2005;

Overwegende dat de landbouwers onverwijld geïnformeerd moeten worden van de toepassingsverordeningen van die steunregelingen, meer bepaald van de uiterste datum waarop de landbouwers die in november 2004 een voorlopige notificatie van hun rechten op de bedrijfstoelag hebben ontvangen, een herziening van die voorlopige rechten kunnen aanvragen;

Overwegende dat dit besluit geen afbreuk doet aan de aanvragen om herziening van die voorlopige rechten die rechtmatig ingediend worden bij het bestuur uiterlijk vóór 31 maart 2005 aangezien die aanvragen werden ingediend in de wezenlijke vormen waarin is voorzien bij dat nieuwe stelsel;

Overwegende dat straffen voorzien zijn bij niet-naleving van de bij de Europese regelgeving opgelegde termijnen om die nieuwe stelsels toe te passen en om de betrokken steun te storten aan landbouwers;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;
Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit verstaat men onder :

1° "landbouwer" : natuurlijke of rechtspersoon of groepering van natuurlijke of rechtspersonen die een landbouwbedrijf uitbaat dat gelegen is in België;

2° "bedrijfstoeslagregeling" : steunregeling voor landbouwersinkomen zoals bedoeld in titel III van Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers;

3° "referentieperiode" : de periode die de kalenderjaren 2000, 2001 en 2002 bevat;

4° "overgangperiode" : de periode tussen 1 januari 2003 en 31 maart 2005;

5° "bestuur" : de Directie steun aan de landbouw van het Directoraat-generaal landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest; dat bestuur beschikt over een centrale administratie gelegen chaussée de Louvain 14, te 5000 Namen, en over Directies Buitendiensten.

Art. 2. § 1. De landbouwers die een herziening van hun voorlopige rechten wensen, zoals die vastgesteld en genotificeerd zijn overeenkomstig artikel 12 van Verordening (EG) nr. 795/2004 van de Commissie van 21 april 2004 houdende bepalingen voor de uitvoering van de bedrijfstoeslagregeling waarin is voorzien bij Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers, moeten een herzieningsaanvraag indienen. Die aanvraag moet gegrond zijn op ten minste één van de in § 2 vermelde elementen.

De aanvraag om herziening van de voorlopige rechten moet vergezeld zijn van de voor haar behandeling noodzakelijke bewijsstukken.

§ 2. De in acht genomen elementen zijn :

1° een vergissing in de berekening van de referentiebedragen en/of van de aantallen hectaren die meegerekend werden in de voorlopige berekening van de rechten;

3° de aanvang van de landbouwactiviteit tijdens de referentieperiode;

3° de erfenissen, vervroegde erfenissen of erfopvolgingen bij wege van huuroverdracht; het betreft ofwel een gehele of een gedeeltelijke bedrijfsovername tussen bloed- of aanverwanten in de eerste, tweede of derde graad of tussen echtgenoten tijdens de referentie- of overgangperiode;

4° de verandering van rechtsstatuut of benaming, beperkt tot de overgang van een natuurlijke persoon naar een rechtspersoon of omgekeerd of tot de overgang van een natuurlijke persoon naar een groepering van rechtspersonen of omgekeerd tijdens de referentie- of de overgangperiode;

5° de fusie of splitsing van bedrijven tijdens de referentie- of overgangperiode;

6° de gevallen die door het bestuur erkend zijn als overmacht of buitengewone omstandigheid, die zich hebben voorgedaan tijdens de referentieperiode of in 1999 en die door het bestuur vastgesteld zijn in de toelichtingsnota bedoeld in het laatste lid van deze paragraaf :

— het overlijden van de landbouwer of van de meewerkend echtgenoot;

— de langdurige beroepsbekwaamheid van de landbouwer;

— een ernstige natuurramp;

— de toevallige vernietiging van de veeteeltgebouwen van het bedrijf;

— een epizoötie die het geheel of een gedeelte van de veestapel van de producent aantast en die een bevel tot gehele of gedeeltelijke afslachting met zich meebrengt;

7° de gevallen erkend door het bestuur als buitengewone omstandigheid en betreffende landbouwers wier productie ernstig aangetast werd tijdens de referentieperiode doordat ze tijdens die periode onderworpen werden aan verbintenissen voor een milieuvriendelijke landbouw in hoofde van de Verordening (EEG) nr. 2078/92 van de Raad van 30 juni 1992 betreffende landbouwproductiemethoden die verenigbaar zijn met de eisen inzake milieubescherming, en betreffende natuurbeheer en van de Verordening (EG) nr. 1257/1999 van de Raad van 17 mei 1999 inzake steun voor plattelandontwikkeling uit het Europees Oriëntatie- en Garantiefonds voor de Landbouw (EOGFL);

8° de hopproducers die tijdens de referentieperiode onderworpen zijn aan een verbintenis tot rooiing;

9° de privé-contractuele clausules in geval van grondoverdracht bij wege van verkoop of huuroverdracht tijdens de referentie- of overgangperiode.

Die elementen worden voorgesteld, gedefinieerd en nader bepaald in de "toelichtingsnota voor de toekenning van de voorlopige rechten op de bedrijfstoeslag" gevoegd bij de notificatie van de voorlopige rechten en via de pers.

§ 3. Elke aanvraag om herziening van de voorlopige rechten moet worden ingediend bij het centrale bestuur uiterlijk 31 maart 2005; de poststempel geldt als bewijs.

De herzieningsaanvraag kan eventueel worden ingediend bij de bevoegde Directie Buitendiensten of bij het centrale bestuur tegen ontvangstbewijs uiterlijk 31 maart 2005, om 17 uur.

Art. 3. Voor de uiterste datum van 31 maart 2005 kunnen de landbouwers die niet-geïdentificeerd zijn bij de procedure bedoeld in artikel 12 van Verordening (EG) nr. 795/2004, een gemotiveerde aanvraag indienen, vergezeld van de bewijsstukken noodzakelijk voor de behandeling daarvan met het oog op de vaststelling van hun rechten op de bedrijfstoeslag. Die aanvraag geldt niet als aanvraag om deelname aan de bedrijfstoeslagregeling.

Art. 4. Naast de toestanden bedoeld in artikel 2 kunnen de landbouwers die zich in een bijzondere toestand bevinden, de vaststelling of de aanpassing van de betalingsrechten in aantal en/of waarden vereisen door gebruik van de nationale reserve, onder de subsidiabiliteitsvoorwaarden en volgens de toekenningsmodaliteiten die door de Minister vastgesteld zijn.

De landbouwers die van oordeel zijn dat ze in aanmerking komen voor de rechten op de bedrijfsstoelag afkomstig van de nationale reserve moeten het bestuur op de hoogte daarvan brengen en het vermelden in hun oppervlakte-aangifte en steunaanvraag – oogst 2005. Die informatie geldt als aanvankelijke aanvraag om rechten op de bedrijfsstoelag afkomstig van de nationale reserve. Die moet worden ingediend bij de bevoegde Directie Buitendiensten bij aangetekende brief uiterlijk 31 maart 2005; de poststempel geldt als bewijs. Ze kan eventueel worden ingediend bij de bevoegde Directie Buitendiensten of bij het centrale bestuur tegen ontvangstbewijs uiterlijk 31 maart 2005, om 17 uur. Volgens de instructies van het bestuur en binnen de vastgestelde termijn moet de aanvankelijke aanvraag vervolgens gemotiveerd en vergezeld zijn van de bewijsstukken noodzakelijk voor de behandeling daarvan.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2005.

Art. 6. De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 10 maart 2005.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERE

DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2005 — 750

[2005/31074]

3 MARS 2005. — Ordonnance portant assentiment à la Convention-cadre de l'Organisation mondiale de la Santé pour la lutte antitabac, faite à Genève le 21 mai 2003 (1)

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Art. 2. La Convention-cadre de l'Organisation mondiale de la Santé pour la lutte antitabac, faite à Genève le 21 mai 2003, sortira son plein et entier effet.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 3 mars 2005.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, de la Rénovation urbaine, du Logement, de la Propreté publique et de la Coopération au Développement,

Ch. PICQUE

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures,

G. VANHENGEL

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi, de l'Economie, de la Recherche scientifique et de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente,

B. CEREXHE

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de la Mobilité et des Travaux publics,

P. SMET

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de l'Environnement, de l'Energie et de la Politique de l'Eau,

Mme E. HUYTEBROECK

Notes

(1) Session ordinaire 2004.

Documents parlementaires. — Projet d'ordonnance, n° A-28/1.

Session ordinaire 2004-2005.

Rapport, n° A-28/2.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption : séance du vendredi 18 février 2005.

MINISTERIE

VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2005 — 750

[2005/31074]

3 MAART 2005. — Ordonnantie houdende instemming met de Kaderovereenkomst van de Wereldgezondheidsorganisatie inzake de bestrijding van het tabaksgebruik, gedaan te Genève op 21 mei 2003 (1)

Het Brussels Hoofdstedelijk Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Art. 2. De Kaderovereenkomst van de Wereldgezondheidsorganisatie inzake de bestrijding van het tabaksgebruik, gedaan te Genève op 21 mei 2003, zal volkomen gevolg hebben.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 3 maart 2005.

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing, Huisvesting, Openbare Netheid en Ontwikkelingssamenwerking,

Ch. PICQUE

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,

G. VANHENGEL

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Tewerkstelling, Economie, Wetenschappelijk Onderzoek, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

B. CEREXHE

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Mobiliteit en Openbare Werken,

P. SMET

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Leefmilieu, Energie en Waterbeleid,

Mevr. E. HUYTEBROECK

Nota's

(1) Gewone zitting 2004.

Documenten van het Parlement. — Ontwerp van ordonnantie, nr. A-28/1.

Gewone zitting 2004-2005.

Verslag, nr. A-28/2.

Integraal verslag. — Bespreking een aanneming : vergadering van vrijdag 18 februari 2005.